



www.les-crises.fr

Pays : France

Dynamisme : 4



Le néolibéralisme, maladie incurable de l'Italie ?

Le coronavirus frappe un pays affaibli par des réformes structurelles qui ont organisé l'économie et la société italiennes sur la base des principes néolibéraux. Le débat politique esquive ce thème, tout comme la question européenne. Pourtant, l'Italie ne sortira pas de la crise sans rompre avec la logique néolibérale. Par Stefano Palombarini, maître de conférence à l'université Paris 8 et auteur, avec Bruno Amable, de *L'illusion du bloc bourgeois* (Raisons d'agir, 2017).

Printemps 2020 : le coronavirus qui sévit dans le monde entier, frappe avec une violence particulière l'Italie, avec des conséquences sur l'économie et la structure productive du pays impossibles à mesurer pour l'instant, mais sans doute catastrophiques. L'opinion publique se retourne massivement contre l'UE. Dans un sondage qui date de la fin mars 2020, seulement 49 % des interviewés se disent « européens », contre 64 % avant le début de l'épidémie ; 72 % considèrent que l'Union n'a apporté aucune aide face à la crise, et 77 % pensent que le rapport entre Italie et UE est destiné à rester conflictuel. Le 26 mars, le premier ministre Conte refuse de signer les conclusions du Conseil européen réuni pour élaborer une réponse commune aux difficultés économiques engendrées par la crise sanitaire.

Malgré l'annonce d'un plan de soutien européen de 500 milliards d'euros le 9 avril, l'Union européenne est toujours à la recherche de moyens supplémentaires permettant de faire face aux dépenses engendrées par la crise économique qui démarre. On peut se demander ce qui se passe en Italie, un pays qui compte parmi les six signataires du Traité de Rome et qui, il y a quelques années encore, était unanimement favorable, ou presque, à la construction européenne.

De la formation du bloc bourgeois à sa défaite

Pour comprendre, il faut d'abord revenir à un jour de l'été 2011, le 5 août précisément. A cette date, le président de la BCE (Jean-Claude Trichet) et son successeur désigné (Mario Draghi) signent ensemble une lettre à l'adresse du gouvernement italien, qui lui dicte la politique économique à suivre s'il veut bénéficier d'une politique monétaire accommodante, nécessaire pour éviter l'envolée des taux d'intérêt sur la dette publique. La lettre énumère une série de « réformes structurelles » portant sur la flexibilisation du marché du travail, la libéralisation des services publics, la réduction de la protection sociale. Elle entre en résonance avec le projet d'une partie des classes dirigeantes italiennes, qui depuis longtemps déjà souhaitent se débarrasser du « vieux clivage » entre la droite et la gauche, et réunir dans une seule alliance tous les acteurs responsables et raisonnables : c'est-à-dire, tous les acteurs favorables à la poursuite des réformes néolibérales. Le 23 octobre de la même année, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy affichent ouvertement, dans une conférence de presse devenue célèbre, leur manque de confiance sur la capacité du gouvernement Berlusconi de mener à bien ces réformes et de réduire la dette publique ; le 12 novembre, Berlusconi présente sa démission et seulement quatre jours après Mario Monti prend sa place, à la tête d'un exécutif *technique* qui a comme programme... les mesures demandées par la lettre de Trichet et Draghi. Le bloc bourgeois est né, et ce sera l'alliance au pouvoir de 2011 jusqu'aux élections de mars 2018 avec les gouvernements menés successivement par Monti, Letta, Renzi et Gentiloni.

Nous avons appelé cette nouvelle alliance « bloc bourgeois » car elle avait l'ambition de réunir les classes moyennes et hautes auparavant séparées par le clivage droite/gauche. Les classes populaires étaient exclues par choix programmatique, si l'on peut dire, de l'échange politique entre soutien et politiques publiques. Mais les classes moyennes ont été précarisées et fragilisées par l'action du bloc bourgeois, dont le périmètre



www.les-crises.fr

Pays : France

Dynamisme : 4



[Visualiser l'article](#)

s'est progressivement réduit aux seuls groupes privilégiés. On évoque le plus souvent, pour expliquer cette dynamique, l'austérité demandée par Bruxelles qui s'est effectivement traduite dans une série de mesures socialement très lourdes. C'est en larmes que la ministre Fornero avait présenté le « sacrifice nécessaire » de la réforme des retraites qu'elle venait de signer, en décembre 2011. Mais il serait erroné de réduire l'action du bloc bourgeois à une politique austéritaire visant la réduction de la dette publique. Les changements apportés au Code du travail, et notamment le *Jobs Act*, mesure-phare du gouvernement Renzi, qui visaient une plus grande « flexibilité » du rapport salarial, ne peuvent s'expliquer par des considérations budgétaires et sont révélateurs de la véritable stratégie du bloc bourgeois : l'austérité a été un instrument au service d'un projet plus ambitieux, c'est-à-dire l'achèvement de la transition du capitalisme italien vers le modèle néolibéral. Une transition déjà fort bien entamée par les gouvernements de droite et de « centre-gauche » qui se sont alternés au pouvoir depuis les années 1990, mais que le bloc bourgeois a porté à son accomplissement final.

L'austérité a été un instrument au service d'un projet plus ambitieux, l'achèvement de la transition du capitalisme italien vers le modèle néolibéral.

L'action « réformatrice » des gouvernements de la période 2011-2018 a fortement pénalisé les classes populaires, mais elle a aussi produit une paupérisation et une précarisation grandissantes des classes moyennes, qui ont fait défaut au bloc bourgeois provoquant son effondrement. Il n'est pas nécessaire de détailler l'ensemble des résultats électoraux pour mesurer la violence de la chute : il suffit d'évoquer le destin des quatre premiers ministres exprimés par cette alliance sociale. Mario Monti avait fondé en 2013 un parti, *Scelta Civica*, qui a cessé d'exister après avoir chuté à moins de 1 % des voix et ne pas avoir obtenu un seul élu aux législatives de 2018. Son successeur à la tête du gouvernement, Enrico Letta, s'est retiré (provisoirement ?) de la vie politique, et enseigne à Sciences Po Paris. Matteo Renzi, qui avait évincé Letta du gouvernement pour en prendre la place, n'est plus, comme à l'époque, le *dominus* d'un Parti Démocrate qu'il a quitté après s'être retrouvé en position minoritaire ; le mouvement qu'il a formé, *Italia Viva*, est crédité aujourd'hui d'environ 2 % des voix par les sondages. Paolo Gentiloni, de son côté, a été nommé commissaire européen et s'est donc relativement éloigné du combat politique italien.

La Lega et les 5 Etoiles : adversaires du bloc bourgeois, mais pas du néolibéralisme

L'effondrement du bloc bourgeois a profité aux deux seuls mouvements qui s'y étaient opposés. Les 5 étoiles, qui auparavant ne s'étaient jamais présentés à des élections nationales, ont obtenu 23 % des voix en 2013, pour s'affirmer comme le principal parti italien en 2018 (32,7 %). La Ligue, de son côté, est passée de 4 % en 2013 à 17 % en 2018, pour atteindre 34 % lors des européennes de l'année suivante.

Pour avoir une idée plus précise du paysage politique italien, il est important de souligner que ces deux partis ont combattu le bloc bourgeois, mais sans faire des réformes néolibérales la raison principale de leur opposition. Cela est surtout vrai pour la Ligue, héritière d'un électorat de centre-droit auparavant séduit par Berlusconi et ses promesses d'un enrichissement individuel à la portée de tout le monde dans une société débarrassée du fardeau de l'intervention étatique. Dans une situation d'appauvrissement généralisé des classes populaires et moyennes, Salvini s'est surtout appliqué à expliquer que, si les promesses du *libre marché* n'ont pas été tenues, c'est à cause d'un *ennemi extérieur* dont l'identité a d'ailleurs changé au cours du temps : la finance mondialisée, la bureaucratie bruxelloise, les migrants (et oui, surtout et souvent les migrants), et désormais l'Allemagne. Les spectaculaires revirements de Salvini sur des thèmes pourtant fondamentaux comme l'adhésion de l'Italie à l'Union européenne et à l'euro (sur lesquels, en l'espace de trois ans, il a affiché pratiquement toutes les positions possibles) ne cachent pas, aux yeux de son électorat, la cohérence d'une position qui attribue à un ennemi extérieur l'entière responsabilité des difficultés italiennes : le « souverainisme » de la Ligue n'est rien d'autre que la déclamation répétée de la nécessité d'une défense nationale contre cet ennemi, changeant et parfois totalement imaginaire. Le même Salvini affiche d'ailleurs



www.les-crises.fr

Pays : France

Dynamisme : 4



[Visualiser l'article](#)

une foi inébranlable dans la théorie du ruissellement (les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et le travail d'après-demain), et au cœur du programme de la Ligue il y a encore aujourd'hui, en pleine crise économique et sociale, la *flat tax*, c'est-à-dire le renoncement à toute fonction redistributive de la fiscalité et à tout financement par l'impôt de nouvelles dépenses publiques.

Lorsqu'ils ont gouverné ensemble, de juin 2018 à septembre 2019, la Ligue et les 5 étoiles ne sont revenus sur aucune des réformes néolibérales de la période précédente.

Sur les réformes néolibérales, la position des 5 étoiles est à vrai dire plus ambiguë. La volonté de défendre les services publics et la lutte contre la précarisation du travail étaient très présents dans les premières années d'existence du mouvement, en même temps cependant d'une thématique anti-élites qui s'est vite confondue avec une attitude anti-étatique. Ni de droite ni de gauche, hostiles à la logique marchande mais aussi aux interventions publiques dans l'économie, les 5 étoiles ont été en réalité incapables d'élaborer une véritable stratégie : lors du gouvernement jaune/vert qui les voyaient en alliance avec la Ligue, c'est Salvini qui a su faire preuve, et sans trop de difficulté, d'hégémonie.

C'est ainsi que lorsqu'ils ont gouverné ensemble, de juin 2018 à septembre 2019, la Ligue et les 5 étoiles ne sont revenus sur aucune des réformes néolibérales de la période précédente. Même la loi Fornero sur les retraites et le *Jobs Act* de Renzi, c'est-à-dire les mesures les plus contestées du bloc bourgeois, n'ont été amendées que très marginalement.

La dette : une obsession qui empêche de penser

L'épidémie de coronavirus s'abat donc sur un pays qui est dans une situation paradoxale. Le capitalisme italien est désormais intégralement organisé selon la logique néolibérale, ce qui réduit considérablement les capacités de réagir à la crise. Les coupes aux dépenses de santé, 37 milliards dans les dix dernières années, ainsi que la forte réduction du rôle de l'hôpital public en faveur du secteur privé, font obstacle à la capacité de prendre en charge les malades. La diffusion du précaire, et la faiblesse du système d'allocation-chômage, exposent très directement le monde du travail aux conséquences de la crise. Le déclin de la grande industrie en faveur de petites et moyennes entreprises multiplie la possibilité des faillites. Les privatisations massives qui ont eu lieu au cours des trente dernières années empêchent une véritable politique industrielle qui viserait le soutien de la production. Le coronavirus est en train, douloureusement, de montrer à quel point les réformes néolibérales affaiblissent la société italienne. Mais, et c'est là le paradoxe, encore aujourd'hui ces réformes restent en arrière-plan du débat politique, qui est entièrement centré sur les modalités de financement des dépenses publiques que la crise rend indispensables. Bien évidemment, des problèmes d'ordre financier et monétaire se poseront avec urgence à l'Italie ; mais c'est tout de même impressionnant de constater à quel point la relation salariale, la protection sociale, les services publics, la possibilité d'une politique industrielle, autant de sphères institutionnelles qui joueront un rôle décisif dans la crise, restent absents du débat. Et cela pour une raison simple : sur ces thèmes, les principaux partis italiens, de gouvernement comme d'opposition, n'ont aucune proposition claire à avancer. Le Parti démocrate, après la scission de Renzi, hésite à entamer un vrai bilan critique de la période du bloc bourgeois, et garde en son sein une composante importante qui revendique le bien fondé des réformes néolibérales. Les 5 étoiles, qui depuis septembre 2019 forment avec le Parti démocrate la coalition de gouvernement, affichent toujours une ligne ni droite ni gauche qui se traduit concrètement dans l'absence absolue de vision stratégique. Et la Ligue, qui reste profondément ancrée à l'idéologie néolibérale, a tout intérêt à structurer le conflit politique sur d'autres thèmes.

Le débat italien tourne ainsi autour d'un seul thème : le financement d'une dette destinée à grimper de plusieurs dizaines de points de PIB. Bien évidemment, il s'agit d'un problème très important et très urgent. Mais même quand elles abordent ce thème, la politique et la société italiennes semblent davantage conditionnées



www.les-crises.fr

Pays : France

Dynamisme : 4



[Visualiser l'article](#)

par les traumatismes du passé que par une vision stratégique pour le futur. Prenons d'abord la mesure du problème. Une baisse de l'activité qu'on peut estimer, sans catastrophisme, autour de 10 % du PIB, impliquerait mécaniquement une chute des recettes pour l'Etat d'environ 90 milliards d'euros. Avant la crise, le déficit programmé était de 20 milliards ; et il faut considérer aussi les mesures fiscales que la crise rendra nécessaires. Début avril, le gouvernement italien avait déjà mobilisé 50 milliards, mais il s'agit tout juste des premières mesures d'extrême urgence. S'il est évidemment trop tôt pour avancer une estimation précise, on peut donc imaginer qu'il s'agit de trouver des nouveaux financements pour un montant compris entre 200 et 300 milliards d'euros. À cela s'ajoute la nécessité de renouveler les titres arrivant à échéances d'une dette publique qui, avant la crise, dépassait les 2400 milliards d'euros ; et ce renouvellement pourrait poser problème pour un pays en pleine récession.

Sans la BCE, point de salut ?

Le financement de la dette risque donc de devenir un véritable problème. Parmi les solutions envisageables, il faut évoquer la mutualisation des dettes publiques au sein de l'Union européenne, rêve récurrent des européistes les plus convaincus car elle impliquerait un saut décisif vers une véritable union politique : mais on ne trouve rien, ni dans l'histoire passée de l'UE ni dans la dynamique politique présente des pays du nord, qui laisse imaginer qu'un tel scénario solution puisse avoir une chance de se traduire en réalité.

La deuxième possibilité, c'est un prêt européen soumis à des *conditionnalités* qui se traduiraient, une fois la crise passée, dans des politiques publiques répondant davantage aux intérêts des créanciers qu'aux attentes sociales italiennes. On sait par exemple que le Mécanisme européen de stabilité (MES) a la possibilité de lever des fonds jusqu'au montant théorique de 700 milliards, mais d'autres mécanismes institutionnels sont aussi envisageables pour arriver au même résultat. Une telle hypothèse suscite cependant des résistances très vives dans un pays marqué par les années du bloc bourgeois. Seule la fraction du Parti démocrate qui revendique comme positive l'expérience des gouvernements Monti, Letta, Renzi et Gentiloni, serait prête à appuyer une solution qui consisterait à prolonger la dynamique politique des dix dernières années. Pour la même raison, les 5 étoiles et la Ligue, qui ont construit leur socle électoral en s'opposant à une action publique répondant aux « exigences » européennes, y sont totalement opposés. Et surtout, une grande partie des classes moyennes et populaires italiennes vivraient un programme d'ajustement macroéconomique et de changement institutionnel dicté par les institutions européennes, comme le prolongement d'un cauchemar qu'elles pensaient tout juste terminé.

Le caractère hautement improbable de la première solution, et le très large rejet de la deuxième, expliquent le quasi-consensus engendré par une troisième possibilité : celle d'une dette publique largement financée par la création monétaire de la BCE. Une solution qui comporte des avantages évidents, surtout dans l'absence de limites d'un financement à faible taux d'intérêt, mais aussi des inconvénients que bizarrement personne, de l'extrême droite à ce qui reste de la gauche radicale, n'évoque en Italie. Ces inconvénients sont de deux ordres.

Premièrement, comme on le sait, la BCE peut acheter des titres de la dette publique seulement sur le marché secondaire. Il est vrai que, du point de vue de l'impact sur le spread qui pèse sur les taux d'intérêt, ce type d'intervention est pratiquement équivalent à un achat de titres à l'émission. Il reste que la liquidité émise par la BCE est récupérée directement par les agents privés qui détiennent les titres, c'est-à-dire pour l'essentiel les banques et les fonds d'investissement, qui figurent certainement parmi les grands gagnants de l'opération et qui n'ont aucune obligation d'utiliser toute la nouvelle liquidité pour acheter de nouveaux titres. Au contraire, l'expérience enseigne qu'une partie de la liquidité créée par la BCE sera utilisée pour des placements boursiers qui risquent fort de soutenir artificiellement des cours pénalisés par la chute de



www.les-crises.fr

Pays : France

Dynamisme : 4



[Visualiser l'article](#)

l'activité au niveau mondial, en alimentant ainsi des bulles spéculatives et en augmentant le risque de crises financières à venir.

Un financement de la dette italienne par la création monétaire de la BCE implique l'impossibilité pour n'importe quel futur gouvernement italien de s'écarter de la route fixée par la BCE, sous peine de fermeture du robinet monétaire et d'explosion des taux d'intérêt.

Le deuxième type d'inconvénient engendré par un financement de la BCE touche plus directement l'Italie. Un prêt soumis à des conditionnalités, comme celui qui pourrait venir du MES, rencontre de très larges et très compréhensibles résistances dans la politique et dans la société italienne. Mais une dette publique largement dans les mains de la BCE devrait susciter le même type de réaction, alors que, bizarrement, ce n'est pas du tout le cas dans le débat italien. Bien sûr, on peut toujours espérer que la BCE reste dans son rôle institutionnel et ne fasse jamais valoir l'énorme pouvoir politique que lui conférerait le rôle de créancier principal de l'État italien ; mais là encore, l'expérience dit le contraire.

Les Italiens auraient-ils oublié que la lettre citée plus haut, et qui a ouvert les portes du gouvernement au bloc bourgeois, n'était signée ni par la Commission européenne, ni par des premiers ministres du nord de l'Europe, mais par deux directeurs de la Banque centrale ? Un financement de la dette italienne par la création monétaire de la BCE implique que, dans le futur, il sera impossible pour n'importe quel gouvernement italien de s'écarter de la route fixée par la BCE, sous peine de fermeture du robinet monétaire et d'explosion des taux d'intérêt. Cette conditionnalité est implicite, et donc politiquement plus facile à accepter d'une liste de conditions posées explicitement ; mais justement *parce que* implicite, elle échappe complètement à tout contrôle démocratique et à tout processus de négociation. Plus simple à valider politiquement, et plus immédiatement accessible, la solution d'un financement par la BCE pose à bien regarder le même type de contraintes qu'un prêt octroyé par d'autres pays européens par l'intermédiaire du MES ou d'autres institutions communautaires. Les choses seraient évidemment différentes si la BCE, au lieu de jouir de la plus totale indépendance, était soumise au contrôle politique d'un hypothétique gouvernement européen ; mais on rentre là, et plus encore que pour la mutualisation des dettes, dans un scénario qui relève plus de la science-fiction que de la réalité.

Sortir de l'euro, mais comment ?

Les solutions communautaires au problème de financement de la dette étant insatisfaisantes, il reste à évoquer la possibilité pour l'Italie de sortir de l'euro en récupérant sa souveraineté monétaire. Mais force est de constater qu'aucune force politique italienne n'a travaillé sérieusement jusqu'ici dans une telle direction. La Ligue a pour habitude d'évoquer cette hypothèse quand des échéances électorales approchent, pour basculer dans des positions très différentes dès qu'il s'agit de gouverner. On rappellera qu'après la formation du gouvernement jaune-vert en 2018, Salvini, qui avait mené campagne sur l'Italexit, a déclaré à plusieurs reprises avoir « changé d'avis » sur l'euro. Et aujourd'hui, pour réagir à la crise, sa disponibilité à participer à un gouvernement d'unité nationale qui pourrait être dirigé par... Mario Draghi est manifeste. Il est vrai que, par moments, la Ligue aime évoquer le scénario d'une souveraineté monétaire qui permettrait une baisse généralisée des impôts et le retour à la croissance, ce qui correspond au rêve le plus profond d'une partie de sa base électorale : renouer avec les promesses d'une *concurrence libre et non faussée* porteuse d'enrichissement individuel. Mais dans le bloc social représenté par la Ligue, la petite et moyenne entreprise du nord du pays occupe une position absolument centrale ; fortement intégrée avec la zone économique allemande, elle rejette toute hypothèse de rupture par crainte de rétorsions commerciales. Les 5 étoiles ont été aussi par le passé favorables à une sortie de l'euro : mais, tout comme la Ligue, ils espèrent désormais pouvoir « changer l'UE de l'intérieur ». Un objectif partagé par le Parti démocrate, le plus européiste des partis italiens, ce qui produit une convergence assez forte et qui rend improbable une sortie délibérée de l'euro.



www.les-crises.fr

Pays : France

Dynamisme : 4



[Visualiser l'article](#)

Quand l'économie va bien, sortir de l'euro serait plus simple, mais personne n'y pense. quand l'économie va mal, les bénéfices de la souveraineté monétaire apparaissent plus clairement, mais sortir devient beaucoup plus compliqué.

Il faut ajouter aussi qu'une sortie en pleine récession aurait des conséquences économiques très lourdes. Dans l'hypothèse d'une souveraineté monétaire retrouvée, la monétisation massive de la dette publique qui se rendrait nécessaire pour faire face à la crise impliquerait une forte dévaluation de la nouvelle monnaie. Le risque d'une telle dévaluation serait intégré dans les taux d'intérêt, engendrant ainsi un cercle vicieux entre hausse des taux, nécessité de monétiser ultérieurement la dette, dévaluation supplémentaire, que seule une restructuration de la dette pourrait arrêter. Mais aucun acteur politique italien n'ose évoquer l'utilité d'une restructuration de la dette, et de la nationalisation du secteur bancaire qui devrait nécessairement l'accompagner.

La confiance des investisseurs sur la soutenabilité de la dette italienne, et donc la possibilité de gérer de façon ordonnée une sortie de l'euro, seraient plus fortes en période de croissance, mais c'est là ce qu'on pourrait appeler le paradoxe de l'euro : quand l'économie se porte bien, en sortir serait plus simple, mais personne n'y pense ; quand l'économie se porte mal, les effets bénéfiques de la souveraineté monétaire apparaissent plus clairement, mais sortir devient beaucoup plus compliqué.

Lire la suite de l'article sur [Le Vent se Lève](#)

« Il sondaggio : fiducia in Ue crolla anche fra europeisti », *AdnKronos* , 29/3/2020

Amable, Guillaud, Palombarini, *L'Économie politique du néolibéralisme. Le cas de la France et de l'Italie* , **Editions Rue d'Ulm**, Paris, 2012

Palombarini, « Il liberismo autoritario », *Jacobin Italia*, 25/7/2019

« Il definanziamento 2010-2019 del Servizio Sanitario Nazionale », *Report Osservatorio GIMBE* , n. 7/2019

Source : [Le Vent se Lève](#)